



Le projet de référendum du président Denis Sassou Nguesso, 70 ans, visant à modifier la constitution pour lui permettre de se représenter, a mis le pays sous tension. Ancien ministre du président, Charles Zacharie Bowao a rejoint l'opposition.

Charles Zacharie Bowao est membre fondateur de l'Initiative pour la Démocratie au Congo (IDC), ancien ministre de la Défense nationale (2009–2012), il a également été ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la solidarité (2007–2009). Ancien membre du bureau politique du PCT (Parti congolais du travail), il en a démissionné avec fracas le 25 septembre dernier, après **l'annonce du référendum par le président Denis Sassou Nguesso**. A quelques jours du référendum constitutionnel, qui doit se tenir dimanche, il répond à nos questions.

Au moins quatre mort à Brazzaville, de nombreux blessés à Pointe Noire. Quelle est aujourd'hui la situation au Congo-Brazzaville ?

- Depuis le 20 octobre, une grande partie du pays est paralysée. L'administration ne fonctionne plus, les écoles sont fermées, les hôpitaux tournent au ralenti. Les préfets, les responsables de la police, des mairies d'arrondissement se sont mis d'eux-mêmes en retrait. Le pays est en situation de désobéissance civile.

Face à cette situation d'extrême tension, la stratégie du président consiste à faire croire que le pays est coupé en deux, que son projet rencontre de nombreux supporters, qu'il s'agirait d'une insurrection montée par "ceux du sud", en ne montrant à la télévision que des supporters. Il cherche à en faire une contestation ethnique. Mais c'est faux.

La majorité de la population est totalement opposée à ce référendum qui ne vise qu'à maintenir le président au pouvoir. Il a donné l'ordre de tirer sur les manifestants qui marchaient sur Brazzaville, et nous avons basculé dans le tragique. Le nombre officiel de victimes est largement sous-évalué. Il y aurait au moins 29 morts identifiés à Pointe Noire.

Le président affirme que cette réforme ne vise qu'à moderniser la Constitution...

- Ca me fait rire. Personne n'est dupe. Ainsi, il prône un retour au régime semi présidentiel, avec un président d'un côté, un Premier ministre de l'autre, ce qui ne serait pas répréhensible, s'il précisait la manière dont sera nommé ce Premier ministre... Sera-t-il issu d'une majorité parlementaire ou désigné par le président ? On n'en sait rien...

Surtout, ce référendum propose un mandat de cinq ans renouvelable deux fois - au lieu de 7 ans renouvelable une fois aujourd'hui -, qui ne vise qu'à lui permettre de se maintenir un peu plus longtemps au pouvoir. En 2002, il a prêté serment sur cette Constitution qu'il trahit aujourd'hui. Il est rattrapé par ses vieux démons. Il y a là une résurgence du refoulé que je ne peux cautionner. C'est la raison pour laquelle j'ai décidé de démissionner, comme d'autres, très nombreux, de la direction du PCT.

Lorsque j'étais ministre de son gouvernement, j'avais déjà tiré la sonnette d'alarme à plusieurs reprises, en constatant que les débats sur la modernisation de la vie politique, les efforts pour sortir le pays de l'instrumentalisation ethnique avaient échoué. Quoi qu'il en dise, toutes les **"in**

novations"

de ce référendum ne visent qu'à lui permettre de ne pas être comptable de ses erreurs. Ainsi, il veut inscrire dans la réforme constitutionnelle l'impossibilité, pour les présidents et anciens présidents, d'être poursuivis ou extradés vers un autre pays. En clair, il se dispense de devoir rendre des comptes devant la justice jusqu'à sa mort !

Quel est la situation économique du pays aujourd'hui ?

- On a retrouvé la paix. Grâce aux revenus du pétrole, qui représente trois quarts des recettes budgétaires, le pays a renoué avec une véritable croissance économique, passant du statut de pays pauvre à celui de pays à revenu intermédiaire. Le pays a également rompu avec les grandes grèves qui paralysaient tout le système éducatif. On a retrouvé un rythme académique normal.

Le Congo a aussi reconquis une réelle crédibilité politique, remportant même, en 2006, la présidence de l'Union Africaine. Malheureusement, les affaires, la corruption et le népotisme ont empêché le pays de bénéficier pleinement du boom pétrolier. Le pays s'est enfermé dans des pratiques affairistes. Cette crise politique qui tombe au moment où le prix du pétrole s'est effondré, où les caisses sont vides, marque une espèce de fuite en avant.

Quels sont désormais les scénarios possibles ?

- Le pays est dans un état de siège qui ne dit pas son nom. Ceux qui tirent sur la foule, ce ne sont pas des militaires, mais des miliciens, habillés avec les bérets rouges ou noirs de l'armée. L'armée classique est en retrait ; elle respecte la Constitution. Si le président ne retire pas ce projet de référendum illicite, le risque d'affrontements entre milices et armée est très grand.

Il faut éviter de se retrouver dans la situation **du Burundi, plongé dans des violences meurtrières**

après un troisième mandat présidentiel très contesté. Nous espérons convaincre le président Denis Sassou Nguesso de renoncer à son projet, avec un scénario du type de celui du Burkina-Faso. Le contexte est très proche : même si l'opposition est muselée, la grande majorité de la population aspire à la démocratie, refuse ces résurgences du passé, et sait utiliser les réseaux sociaux.

Congo-Brazzaville : "Sassou Nguesso est rattrapé par ses vieux démons"

Écrit par Natacha Tatu

Vendredi, 23 Octobre 2015 14:03 - Mis à jour Vendredi, 23 Octobre 2015 14:13

Vous êtes vous-même membre fondateur de l'IDC, l'Initiative pour la Démocratie au Congo. Serez-vous candidat à la présidentielle ?

- Nous avons constitué une plateforme qui regroupe ceux qui ont travaillé avec Denis Sassou Nguesso, mais qui disent non à ce changement de la Constitution, ainsi que le Frocad (Front républicain pour le respect constitutionnel et l'alternance démocratique, qui regroupe les principaux partis d'opposition). Ensemble nous avons constitué un **"front du refus"** prônant une alternance démocratique et pacifique avec un mécanisme de désignation transparent. Si nous réussissons, nous transformerons cette alliance en coalition. Pour ce qui touche au choix des personnes, c'est une démarche de groupe. Et si ça tombe sur moi, pourquoi pas !

Propos recueillis par **Natacha Tatu**

Source **Nouvel Obs**

{jcomments on}